

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM.4, DIM.5, LUN.6. NOVEMBRE 1978 — N° 783

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Halte à la politique d'austérité !

- SNCF : semaine d'action
- Eboueurs parisiens : poursuite de la grève
- Marins : négociations après 15 jours de grève

Ce vendredi matin, des gares parisiennes étaient pratiquement paralysées, sur les grandes lignes et banlieues

La semaine d'action des cheminots appelée par les fédérations syndicales CGT et CFDT, débutait vendredi à 20 heures. Plus précisément les fédérations des cheminots appellent dans un premier temps les roulants (agents de conduite, contrôleurs) à cesser tout travail du vendredi 3 novembre 20 heures jusqu'à lundi 6 novembre à midi.

Elles invitent également les autres catégories du personnel (agent des gares) à partir en grève jusqu'au 11 novembre à 7 h du matin.

Le « temps fort » de la semaine d'action, selon la terminologie des fédérations cégétistes et cégétistes, devant avoir lieu le jeudi 9 novembre : jour de la discussion du budget des transports terrestres, devant l'Assemblée nationale.

Ce jour-là, les fédérations appellent l'ensemble du personnel à des manifestations régionales.

A l'origine de ces nouvelles grèves tournantes : le rapport Guillaumat, grave attaque contre les conditions de vie, de travail et d'emploi des cheminots, avec la suppression de 20 000 emplois.

La décision d'une nouvelle semaine d'action par les fédérations syndicales, n'est pas fortuite : elle prouve le mécontentement profond des cheminots.

Mais, est-elle, une fois de plus, la forme la plus appropriée pour imposer des reculs significatifs à la direction de la SNCF ?

Encore une fois, les différentes catégories de personnel de la SNCF sont appelées à la grève séparément, alors qu'agents de conduite et agents des gares sont menacés de la même manière par le plan de rentabilisation de la SNCF.

ZAMBIE : NOUVEAU RAID DES RACISTES RHODESIENS



Un camp de réfugiés après le passage du raid rhodésien de la mi-octobre.

Jeudi, six avions rhodésiens ont attaqué un camp de réfugiés situé à 15 km à l'Ouest de Lusaka. Ce camp abritait 14 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants. On ignore le nombre exact des victimes : selon les premières informations, il y aurait une centaine de tués ou de blessés. Ce raid des racistes rhodésiens est le second en douze jours.

AFFAIRE DARQUIER DE PELLEPOIX

Des complaisances pour les nazis

L'interview de l'ancien commissaire aux questions juives du régime de Vichy n'est pas un cas isolé. Ces derniers temps, la presse et la télévision ont offert une tribune complaisante à d'anciens nazis. C'est le cas pour l'émission télévisée sur Eva Braun, la femme de Hitler, ou l'interview par *Le Figaro* de Leni Riefenstahl, amie personnelle du Führer.

Ces nazis bénéficient des complicités du pouvoir en place, comme Darquier de Pellepoix, qui n'a jamais fait l'objet d'une demande d'extradition. Il faut dénoncer vigoureusement cette campagne qui vise à banaliser le fascisme.

Lire en page 3

Iran : les manœuvres du Shah

Au lendemain de nouvelles manifestations massives, le Shah tente de rallier une partie de l'opposition. Il a reçu l'ancien Premier ministre Ali Amini et annoncé une entrevue avec Karim Sandjabi leader du Front National. L'Ayatollah Khomeini a réaffirmé son refus de tout compromis.

Lire en page 8

Giscard- Schmidt : oui à une monnaie européenne

Giscard et Schmidt qui se sont rencontrés jeudi, se sont déclarés « certains de pouvoir arriver à un accord sur les principes d'un système monétaire européen d'ici au 5 décembre », date à laquelle les Neuf doivent se réunir.

Pour lever les hésitations de l'Italie, un accord serait intervenu pour lui proposer un système où la lire pourrait avoir une marge de fluctuation de 4,5 %, plus forte que celle de 2,25 % accordée aux monnaies fortes.

Interview du Juge Patrice de Charette

« L'insécurité,
elle est dans les usines,
elle est
pour les chômeurs »

Lire en page 5

Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions
pour
votre quotidien !

Lire en page 5

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

A propos du Tiers Monde

Comment peut-on mettre dans le même sac (le Tiers Monde des pays socialistes et des pays dirigés par la bourgeoisie, des gouvernements locaux plus ou moins liés à l'impérialisme et des peuples qui luttent contre ces gouvernements ? Des pays dits du Tiers Monde comme la Tanzanie ou l'Iran n'ont-ils pas plus de différences que de ressemblances entre eux ?...

Comment peut-on croire

que la nouvelle bourgeoisie des pays du Tiers Monde est une force conséquente capable de porter des coups à l'impérialisme ? Du point de vue des tâches des révolutionnaires, n'est-ce pas faire de l'équidistance que de soutenir à la fois le Tiers Monde et la lutte des prolétariats et des masses populaires de ces pays ?

Voilà quelques points sur lesquels j'interpelle le PCR et son Congrès : ces

questions sont d'une grande importance pour l'évolution future des marxistes-léninistes en France.

A.D. NONANCOURT

L'appartenance au Tiers Monde ne signifie nullement de la part de tous les pays qui le composent un même type, ni un même degré d'implication dans le mouvement politique qu'il

constitue désormais. Si l'on veut être rigoureux, il faut en effet à la fois restituer la tendance à la constitution du Tiers Monde en force politique, les facteurs qui la contrecarrent et le moment présent de leurs rapports : cela mérite explication.

Le Tiers Monde englobe des zones autrefois totalement colonisées ou soumises à la domination complète de l'impérialisme. Dans ces zones, la majorité des peuples et des nations opprimés ont arraché, depuis la fin du dernier conflit mondial, leur indépendance. Certains, en instaurant le socialisme ont liquidé entièrement les rapports d'oppression impérialistes : ils ont toutefois, dans le cadre de la contradiction fondamentale qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et au social-impérialisme, à poursuivre leur lutte et doivent également développer leur économie, liquider les traces profondes qu'a laissées la domination étrangère...etc. Les pays socialistes sont donc la force la plus conséquente dans le mouvement politique des pays du Tiers Monde.

Dans la plupart des autres cas cependant, la lutte pour la consolidation de l'indépendance au plan politique, économique et militaire, s'effectue dans un cadre assez différent où le peuple n'a pas le pouvoir d'une part, et où d'autre part il faut liquider les séquelles encore présentes du néo-colonialisme, faire obstacle à chaque instant à la pénétration ou au maintien en place des intérêts impérialistes. Donc, la poursuite de cette lutte,

selon les situations concrètes, s'effectue d'une façon inégale, en raison de multiples facteurs : degré de développement du mouvement populaire, place occupée par lui dans le processus d'accession à l'indépendance, capacité différenciée des bourgeoisies à constituer la base économique nationale de leur domination, degré de dépendance immédiat vis-à-vis de l'impérialisme. Ajoutons à cela que des conflits locaux, souvent légués par le partage colonial et attisés par l'impérialisme et les superpuissances constituent un facteur négatif qui peut amener certains pays à se placer carrément sous la coupe de l'impérialisme ou du social-impérialisme.

La combinaison de ces différents facteurs, positifs et négatifs, décrit donc certes une tendance historique (récupération des richesses naturelles, démantèlement de bases d'agression, fixation plus nette des frontières et des zones maritimes, construction d'industries indépendantes, nouvelles normes du commerce international...etc.) mais opère, à l'intérieur de la force politique qui apparaît, une délimitation en quelque sorte qui peut d'ailleurs évoluer rapidement, entre éléments de pointe, éléments intermédiaires et éléments liés davantage à l'impérialisme et qui tirent en arrière.

L'évolution de la place des différents pays dans ce mouvement est en réalité liée à l'avancée ou au recul des luttes des prolétariats et des masses populaires. Il est bien entendu, en

effet, que sans cette avancée : la capacité des pays à arracher ou maintenir des acquis dans la lutte contre l'impérialisme est sans cesse compromise.

Cela dit, ce n'est pas parce que ces pays sont dans leur majorité dirigés par des classes exploiteuses, historiquement incapables de réaliser l'indépendance complète vis-à-vis de l'impérialisme, qu'il est possible de nier la réalité des coups que dans l'ensemble le mouvement du Tiers Monde porte à la domination impérialiste.

Les tâches qui découlent pour les révolutionnaires de cette situation complexe du Tiers Monde sont donc les suivantes :

« Dans la mesure où le Tiers Monde s'affronte à l'impérialisme, le rôle et l'intérêt du prolétariat international est de le soutenir activement dans cette lutte. Dans la mesure où les classes dirigeantes répriment et exploitent le peuple, le rôle du prolétariat est de faire la révolution et de renverser le pouvoir de ces classes.

Cette double tâche n'est contradictoire qu'en apparence : en vérité, elle se fonde sur la diversité et la liaison interne des tâches de la révolution prolétarienne mondiale. Celle-ci pour triompher, doit éliminer l'impérialisme et en premier lieu les superpuissances impérialistes. Tout coup porté à l'impérialisme favorise la révolution prolétarienne. (voir Front Rouge N° 2).

Jacques WANDLER

Les peuples commencent à faire l'expérience du social-impérialisme

Depuis le 2^e Congrès du parti, il est un fait nouveau dans la situation internationale qu'il s'agit d'apprécier aujourd'hui, à savoir l'expérience que font les peuples et les pays du Tiers Monde de l'URSS.

A mesure que la superpuissance soviétique déploie son activité dans le monde, et plus directement aujourd'hui en Afrique, tout en perpétrant ses mauvais coups et les agressions contre les peuples (comme en Erythrée...), elle commence à rencontrer des résistances à ses ambitions hégémoniques.

Comment expliquer autrement l'expulsion des Soviétiques de Somalie ?

A la dernière conférence des pays non-alignés de Belgrade nombreux sont les pays qui ont dénoncé l'impérialisme, l'hégémonie de quelque puissance

ce que ce soit. Certains pays africains en particulier, ont mis en cause les menées des Russes et de leurs « valets » cubains sur le continent. D'ailleurs, il s'est manifesté une opposition à ce que la prochaine conférence se tienne à Cuba.

Bien sûr, il ne faut pas surestimer le phénomène tant il est vrai que le social impérialisme hérite d'une certaine « auréole » socialiste (!) auprès des pays du Tiers Monde, et que ses moyens de dévoyer les mouvements révolutionnaires par exemple, comme en Angola, sont importants.

Mais on ne peut non plus dire après la période de décolonisation des 20 dernières années et les luttes des peuples qui se déroulent à présent que l'autre superpuissance et

les impérialismes secondaires soient « inconnus » pour ces peuples qui les ont déjà combattus : les rapports néo-coloniaux que ces puissances voulaient imposer sont battus en brèche par les revendications des pays du Tiers Monde sur les matières premières...

Au contraire. Mûris déjà dans la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance, ayant forgé leur unité pour faire aboutir leurs revendications politiques et économiques aussi bien à l'ONU, ou dans leurs propres organisations que dans différentes réunions internationales (OPEP) les pays du Tiers Monde commencent à voir maintenant qu'il leur faut aussi aller jusqu'à dénoncer le social-impérialisme...

Bernard Mulhouse

● Dans une récente édition du *Quotidien du Peuple*, nous avons annoncé une hausse de 20 % des loyers HLM en deux vagues, à six mois d'intervalle, pour l'année 1979. Les tarifs des loyers libres, à la suite de la libération des prix, vont augmenter de 60 % pour certains d'entre eux.

Le gouvernement vient de décider, devant les conséquences d'une telle hausse, de reporter quelque peu celle-ci... Six mois de sursis.

Dans le cadre de la libération générale des prix, Barre et son sinistre gouvernement avaient prévu pour le 1^{er} janvier 1979 l'augmentation des loyers libres, soumettant ainsi le logement aux lois du marché. Dans ce sens il a déjà opéré un désengagement dans l'habitat social, en décidant récemment de limiter leur construction et de diminuer les subventions aux offices HLM.

De fait les propriétaires d'immeubles ou d'appartements dont les appétits avaient été depuis longtemps limités par une législation sur les loyers, se préparaient à donner un fameux coup de dents : la moindre des hausses aurait été de 15 %, les autres s'échelonnant jusqu'à 60 % ! Pour être sûrs d'encaisser ces hausses sitôt la libération entreprise, les proprios ont commencé

d'adopter une tactique redoutable : des locataires se voient en effet signifier leur congé ! Non pas pour les mettre à la rue — du moins dans l'immédiat — mais pour leur proposer de nouveaux baux, majorés cela va de soi. Quant aux familles qui ne pourraient payer une telle hausse, elles devraient chercher un logement ailleurs...

D'autres méthodes utilisent des augmentations successives...

Pourtant, les sociétés

immobilières disposent d'un privilège légiféré en 1958, lequel leur accorde le remboursement par le Trésor du manque à gagner dû au blocage des loyers, qu'il soit total ou partiel !

Dans les couloirs des sociétés immobilières les bruits se faisaient alarmanants, Barre a dû serrer les freins devant le mécontentement qui n'aurait pas manqué de se manifester face à ces hausses scandaleuses, et qui aurait atteint l'électorat même de

ce gouvernement. Une mesure d'apaisement a donc été prise le 31 octobre, un projet de loi déposé, pour juguler temporairement les excès, mais ces dispositions devra prendre fin le 1^{er} juillet 1979, au hasard pendant la période estivale qui est aussi celle des vacances...

Barre estime sans doute que la situation sociale sera plus calme, et qu'il pourra ainsi faire passer ces hausses sans craindre une riposte d'une partie de son électorat, mais aussi

Ne sont pas soumis à ces dispositions : les logements régis par la loi de 1948 (loi dont la mise en pièce est par ailleurs entamée), les HLM (la hausse est adoptée, 20 %), et les logements donnant droit à l'aide personnalisée au logement - APL-).

de familles populaires qui ne peuvent trouver de HLM.

P.C.

Loyers libérés : les propriétaires les mains libres dans six mois

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

25 MILLIONS POUR VOTRE QUOTIDIEN

Nouvelle liste de souscription aujourd'hui. Comme les autres, elle reflète bien ce qu'est la mobilisation autour du *Quotidien du Peuple*. Des ventes, des collectes, le soutien personnel de camarades ou d'amis. Des sommes importantes, qui pèsent parfois dans le budget familial. Et aussi des petites sommes, réunies à Carbone Lorraine à Gennevilliers, ou au centre de tri de Nanterre... Petites ou grandes, toutes ces sommes sont d'une grande importance pour nous. Parce qu'elles contribuent à nous rapprocher de l'objectif plus que

jamais nécessaire des 25 millions, mais aussi parce qu'elles témoignent de votre volonté de sauver *Le Quotidien du Peuple*, parce qu'elles témoignent de votre mobilisation pour que vive la presse communiste qui est la nôtre. Les listes de souscription, ce ne sont pas que des alignements de chiffres. Ce sont des témoignages, ce sont des gestes politiques.

C'est sur cette base que la mobilisation doit se poursuivre, pour atteindre le plus rapidement possible les 25 millions, pour sauver *Le Quotidien du Peuple*.

Paris 14 ^e	C.M. assistante sociale	500	Ventes d'objets	120
M. et F., militants d'Amérique Latine	J.P. professeur	50	Noëlle	200
Paris 18 ^e	R.M. surveillant	10		350
Abonnement P.S.	J.B.D. enseignant	50	Angers	
Soutien d'un lecteur	Collecte à Carbone Lorraine	10	Souscription	90
Soutien d'un abonné	Ventes	30		150
Ventes	Collecte	200	Levallois	
Paris 13 ^e	Nanterre		Ventes	480
Ventes	Des camarades du centre de tri	100	Auxerre	
Paris 12 ^e	Drancy		Ventes	20
Ventes	Ventes	180	2 camarades	400
Paris INSEE	Montrauil		Un sympathisant	5
M.B.	J.P.M.	50	Caen	
P.M.	Un camarade	200	P.B. syndicaliste	50
Collecte	Collecte	105	M.B. hospitalier	100
Paris 19 ^e	Saint-Denis, Gennevilliers, Saint Ouen			
J.S.	Vente par des camarades	520	TOTAL	7 660
Malakoff	Créteil		ANCIEN TOTAL	110 421
Ventes	Ventes	180	NOUVEAU TOTAL	118 081
Massy	Soutien	33		
Un médecin du travail	Collecte	25		
Un maître auxiliaire	Melun			
Vitry	Ventes	10		
Ventes	Nantes			
Sainte-Geneviève des Bois,	Ventes	190		
Ventes				
Orléans				
J.F.T.				
Collectes				
Ventes				
Saint-Denis				
Un ami				
Ventes				
Ventes de livres				
Gennevilliers				
Une ouvrière de Valentine				
R. ouvrier				

Pour les 25 millions du *Quotidien du Peuple*, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du *Quotidien du Peuple* : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

POLITIQUE

L'AFFAIRE DARQUIER : UN REVELATEUR

● La publication par *L'Express* d'une interview de l'ancien commissaire aux Affaires juives du gouvernement de Vichy est devenue « l'affaire Darquier de Pellepoix ». L'affaire en elle-même, et plus encore les commentaires et réactions qu'elle suscite, sont révélateurs d'un certain nombre de choses. Sont ainsi mises en lumière des vérités connues bien sûr, mais qui prennent un sens bien inquiétant quand elles sont sous les projecteurs de l'actualité.

Il existe donc en France une certaine presse, qui sous le prétexte de l'information, au nom de la sacro-sainte objectivité, n'hésite pas à donner la parole aux criminels fascistes les plus avoués. C'est le cas de *L'Express*, même s'il faut concéder à cet hebdomadaire que l'interview réalisée était sans complaisance. C'est le cas, au moins aussi grave, du *Figaro*, qui n'hésite pas, dans son magazine de dimanche dernier, à décrire sous un jour favorable les états d'âme de madame Leni Riefenstahl, amie personnelle et « protégée » de Hitler. Il est vrai que le passé du propriétaire du *Figaro* explique peut-être son contenu présent...

Il existe en France des gens qui partagent les « idées » de Darquier. A

preuve le communiqué du Front National, pour qui « la seule forme de racisme actuellement en vigueur est le racisme anti-français ». A preuve les propos antisémites de François Brigneau, rédacteur à *Minute*, dans le récent livre « Qui n'est pas de droite ». Ces gens là sont organisés, ils ont pignon sur rue, et ils peuvent même tenir des meetings sous la protection de la police, comme ce fut le cas en juin à Paris et comme cela risque d'être le cas le 10 novembre à Marseille.

— Il existe de par le monde, sans parler des nazis allemands, des fascistes français, des hommes qui ont tué ou fait tuer des centaines, voire des milliers de personnes, et qui vivent dans la plus parfaite tranquillité, quand

ce n'est pas dans l'opulence. Les lois sont ainsi faites que ces gens-là sont intouchables.

— Il existe, dans ces différents pays, des hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires, des diplomates, qui n'hésitent pas à se lier à ces criminels, qui n'hésitent pas à les faire entrer dans leur « société », comme le prouve l'affaire Darquier, qui avait ses entrées à l'ambassade de France à Madrid.

— Il existe des gens qui considèrent « qu'il ne faut pas revenir sur le passé », ou encore « qu'il faut savoir pardonner » comme l'a montré une émission consacrée à l'affaire Darquier mercredi soir sur France Inter.

— Plus grave encore, il existe en France une justice qui considère qu'il n'y a plus rien à reprocher à Darquier, puisque ses condamnations sont effacées par la prescription depuis le 2 mars 1968. A une autre échelle, et s'il n'y a pas de réactions, tous, nous disons bien tous les criminels nazis

échapperont à la justice le 31 décembre 1979, date prévue pour la prescription des crimes de guerre nazis.

Il s'agit là de faits, que l'affaire Darquier contribue à rappeler. Ces faits n'appellent comme commentaires que des évidences, de ces évidences qu'il est quand même bon de répéter souvent. La monstruosité du fascisme, ce n'est rien d'autre qu'une forme de dictature de la bourgeoisie. Si l'expression allemande du fascisme, le nazisme, a été écrasé, il n'en reste pas moins que temps qu'existera la bourgeoisie comme classe dominante, il existera des hommes pour souhaiter en revenir à cette forme de domination. Il ne faut pas s'y tromper : le nazisme n'existe plus, mais ces suppôts vivent encore. La vigilance s'impose, comme la nécessité de riposter avec la plus extrême fermeté à tous les nostalgiques jeunes ou vieux.

Nicolas DUVALLOIS

● Remontée du dollar

Suite aux mesures annoncées mercredi par Carter, le dollar est remonté sur les marchés des changes. Jeudi matin, il était coté 4, 25 F à Paris. Le cours de l'or s'est immédiatement effondré, du fait de l'annonce des ventes massives de l'or par les États-Unis. Barre a immédiatement félicité Carter, parlant de « mesures courageuses qui ont toutes chances de contribuer au redressement et de jouer en faveur d'une amélioration de l'économie mondiale ».

● Réunion : le PS pour l'« unité nationale »

Gillot, secrétaire du PS de La Réunion, a invité la population de la colonie française de l'Océan Indien à bien accueillir Barre pour lui demander le maintien du statut colonial. « Il ne faut pas voir seulement dans l'arrivée de Raymond Barre celle du premier responsable d'une politique que nous condamnons, mais celle d'un Réunionnais, première personnalité du gouvernement de la République. Au nom de la France, il affirmera à Gillot la volonté du gouvernement de ne céder à aucune pression ».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

JOURNEE
PORTES OUVERTES

SONACOTRA
CEDERA



4 - 11 - 78

ARGENTEUIL

Depuis plus de trois ans et demi, 30 000 résidents des foyers Sonacotra, AFRP, ADEF, AFTAM, cités Logirep sont en grève pour :

- Une baisse de 100 francs du montant des loyers,
- Le retour des camarades expulsés,
- Le renvoi des gérants racistes et provocateurs (anciens militaires),
- La suppression du règlement intérieur.

Nous sommes exploités dans le travail comme beaucoup de travailleurs français et nous sommes exploités dans le logement : nous payons 250 F pour des chambres de quatre mètres carrés, avec un gérant raciste qui divise pour régner et un règlement intérieur quasi-militaire.

De l'extérieur, les foyers ont l'air d'une habitation convenable mais à l'intérieur, ce sont des foyers-prisons. C'est pour ça que nous invitons tous les travailleurs français à la journée «portes ouvertes» de notre foyer.

Notre foyer est en grève depuis 36 mois et membre du Comité de coordination des foyers en lutte qui regroupe dans toute la France plus de 100 foyers en grève et qui représente 30 000 grévistes.

Malgré les expulsions, les mesures racistes et les intimidations de Stoléro contre les travailleurs immigrés, notre unité a mis en échec les tentatives et nous a permis d'arracher de grandes victoires.

**A bas les gérants racistes !
A bas les mesures racistes de Stoléro !
Français, immigrés, une seule classe ouvrière !
Vive le Comité de coordination des foyers en lutte (Sonacotra, AFTAM, AFRP, ADEF, cités Logirep, etc.)**

**Programme :
de 14 h à 23 h**

Montages diapos
Films
Chansons
Débats
Brochettes et boissons

Tous les travailleurs français et immigrés seront les bienvenus chez nous, au foyer Sonacotra, 53 avenue du Parc.

Le Comité des Résidents
du foyer du Parc - ARGENTEUIL

INSTANTANÉS

Nuages et papillons

Selon de très sérieux chercheurs américains, les objets volants non identifiés seraient des nuages de papillons traversant des champs électriques atmosphériques. Selon ces chercheurs, il s'agit d'une espèce de papillons qui déclenche une décharge électrique : un essaim de ces lépidoptères serait capable d'émettre une lumière intense. Ces conclusions attristeront les rêveurs qui pensaient pouvoir un jour communiquer avec des petits hommes en vert. Mais la poésie ne perdra pas.

Soucieux de contribuer à l'avancée de la science, nous soumettons à la sagacité de ces chercheurs un fait survenu ces dernières années près de Nancy : un conducteur vit apparaître dans le ciel une forme orange qui semblait le poursuivre. Affolé, il se précipite au commissariat de Nancy.

- «J'ai vu un OVNI».

- «Oui, c'est ça, soufflez dans le ballon».

Non ce n'était pas l'alcool qui avait produit cet OVNI. Simplement les dégagements de l'aciérie de Neuves Maisons toute proche qui scintillaient si poétiquement sous le regard de la lune.

Antenne 2 supprime une émission

LES PATRONS NE VEULENT PAS PASSER A LA TELE

La direction d'Antenne 2 vient de retirer des programmes une émission «Patrons et télévision». Commandée par l'Institut national de l'audiovisuel et le CNRS, réalisée par Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, elle devait passer sous forme d'une série en trois parties, à partir du 15 novembre.

Motif : les patrons interviewés dans l'émission l'ont visionnée et se sont opposés à sa programmation, affirmant qu'ils n'ont pas donné leur autorisation pour l'utilisation de leurs propos. Les réalisateurs possèdent pourtant des documents écrits, signés de ces mêmes patrons,

accordant l'autorisation. D'ailleurs aucun d'eux n'a protesté quand a été projeté dans une salle du quartier Latin un film «La voix de son maître» réalisé par les mêmes auteurs à partir des interviews en question.

Seulement, à la télé, ce sont des millions de spectateurs qui pourraient assister aux confidences patronales. L'émission n'est pourtant pas conçue sous forme de questions-pièges visant à mettre les patrons dans l'embarras. Au contraire, ceux-ci ont pu dire tout ce qui leur passait par la tête sur des sujets variés comme le pouvoir, la hiérarchie, les syndicats... Rien de très surprenant

dans la «philosophie» qu'ils expriment, simplement une telle accumulation de perles révélant le fond de leur pensée que ces confidences pouvaient devenir bien gênantes : selon Barba, PDG de Richier : «Est-ce qu'il vaut mieux avoir affaire à des gangsters comme les chefs de syndicats américains, ou à des communistes, comme dans les syndicats français ? Aux communistes bien sûr, c'est plus facile». Pour Lemonnier, PDG d'IBM : «Il faut que chaque personne de l'entreprise apprenne à reconnaître son chef». De Fouchier, PDG de Paribas : «Cela va vous paraître provocateur, mais

j'affirme avec force que l'entreprise ne peut être qu'une structure monarchique». Ou encore Darty : «Si la dimension profit régresse, la dimension humaine régressera automatiquement».

Rappelons que l'an passé, Pinochet interviewé selon le même principe par Bersozza avait également obtenu une déprogrammation de l'émission. Celle-ci finalement était passée, à la suite de protestations. Espérons qu'il en sera de même cette fois-ci : ce n'est pas si souvent que l'on avait envie de voir des patrons parler à la télé !

C.A.

L'épidémie des médicaments «coupe faim»

UN NOUVEAU FLEAU

«Vous voulez maigrir ? Prenez ces comprimés». Les médicaments ainsi prescrits sont des anorexigènes ou médicaments «coupe faim». Solution de facilité pour les médecins, profits pour les trusts pharmaceutiques, et graves dangers pour les utilisateurs et utilisatrices.

La plupart des anorexigènes sont en effet principalement composés d'amphétamines, produit classé comme stupéfiant en France mais que l'on peut acquérir sur simple présentation d'une ordonnance. Favorisé par la publicité de magazines — surtout féminins —, l'usage s'en est répandu au point de prendre l'allure d'une «épidémie» : rien qu'en 1977, neuf millions d'unités d'anorexigènes ont été vendues en France. De plus une nouvelle catégorie de «consommateurs» est apparue, celle qui utilise les anorexigènes comme «dopants».

D'où le développement d'un véritable trafic de ces médicaments, qui ont été

retrouvés en masse dans le produit des cambriolages de pharmacies. Une étude menée en 1973 sur des toxicomanes hospitalisés a montré que 30 % avaient employé des amphétamines. D'ores et déjà, au Canada les anorexigènes ont été interdits et il en est résulté une chute significative de ce genre de toxicomanie.

En France, tel n'est pas le cas et pourtant, outre le risque de toxicomanie, les dangers des anorexigènes ne sont pas contestables.

Au cours d'une réunion consacrée à ce problème par la Société française de thérapeutiques et de pharmacodynamie, le professeur Claude Laroche a rappelé des effets secondaires des anorexigènes : insomnie, agitation, tremblements, troubles digestifs, poussées d'hypertension. Un médecin du centre antipoisons de Marseille a signalé quelles sont les conséquences en cas d'intoxication aiguë : crises convulsives, malaises cardiaques ou respiratoires, tentatives de suicide. Un professeur suisse a précisé qu'un de ces produits a

provoqué dans son pays, sur 250 000 utilisateurs, 244 cas très graves de troubles cardio-pulmonaires...

Enfin des psychiatres ont décrit les conséquences sur le comportement : états maniaques, sentiment d'une hostilité de l'entourage, fréquentes dépressions à l'arrêt du traitement. Il faudrait rappeler aussi les méfaits des anorexigènes à base d'extraits thyroïdiens (fatigue du cœur) ou encore des diurétiques, utiles dans certaines maladies, mais oui, utilisés pour maigrir entraînent des insuffisances rénales.

Ces conséquences sont connues évidemment des laboratoires qui fabriquent les anorexigènes. Ainsi pour un de ces médicaments, le laboratoire indien comme effets secondaires : nervosisme, hypertension, et — à forte dose — troubles neuropsychiatriques, délire, convulsions...

Les médecins qui les prescrivent ne peuvent ignorer les dangers des anorexigènes. Seulement, il est plus aisé de donner

ces comprimés que d'étudier à fond le cas des personnes qui veulent — à tort ou à raison — maigrir.

Pour l'essentiel, ce sont les mauvaises habitudes alimentaires qui sont à l'origine des embopoints. Les conditions de vie et de travail font que la plupart des travailleurs ne prennent qu'un seul repas copieux par jour ; d'où les mauvaises digestions nocturnes ralenties par la fatigue de la journée, et la transformation de l'excès alimentaire concentré sur un seul repas en réserves graisseuses nuisibles. Les problèmes personnels, les ennuis familiaux ou autres, jouent aussi. La seule solution pour traiter les problèmes d'obésité, c'est alors l'étude approfondie de chaque cas et un traitement prolongé. Les anorexigènes eux ont un effet rapide et spectaculaire mais très provisoire : puisqu'ils ne s'attaquent qu'aux effets et non aux causes. Inefficaces et surtout très dangereux, ils doivent être interdits.

Claude ANCHER

● Quatre mois avec sursis pour deux «justiciers»

Encore les méfaits de la «légitime défense» comprise comme le droit à la justice privée. Marcel Garciat 51 ans, et William Brun, 26 ans, habitent dans la banlieue d'Avignon, un quartier où plusieurs vols ont été commis. Un soir de novembre 1977, ils voient un jeune homme monter dans une voiture, dans la cour de leur immeuble. Cela leur suffit : aussitôt, ils le prennent en chasse en voiture, le rattrapent et le tabassent. Puis ils le remettent aux gendarmes. Mais leur victime, M. Rigaud, n'est pas un voleur, il ne faisait que raccompagner une amie.

Le tribunal d'Avignon, mardi dernier, s'est montré plutôt indulgent avec ces apprentis auxiliaires de police : quatre mois de prison avec sursis, trois ans de mise à l'épreuve et 5 000 F de dommages et intérêts.

● Grèves diverses à Cherbourg

Les ouvrières de l'entreprise d'habillement «Miss Burty», après un peu plus de deux jours de débrayages, ont obtenu une augmentation de 5 % de leur salaire. Alors qu'elles ont repris le travail, ce sont les ouvriers et ouvrières de la Société Socoval-Darmeuil qui ont maintenant cessé le travail ; les travailleurs de cette fabrique de vêtements s'opposent à la décision du patron de mettre à la rue 117 d'entre eux.

● P.P.R. (Gerland) fermée ?

La direction de l'entreprise P.P.R. (Potain-Pingon-Richier), spécialisée dans la fabrication de grues, a annoncé sa décision de fermer ses portes. L'usine, située à Gerland (banlieue de Lyon) compte actuellement 360 ouvriers.

«Légitime Défense» : cette peur qui fait rêver de l'Etat fort

«L'insécurité, elle est dans les usines, elle est pour les chômeurs»

Interview du JUGE PATRICE DE CHARETTE

Recueillie par Pierre PUJOL

● Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview de Patrice de Charette, juge d'instruction au tribunal de Béthune, membre du Syndicat de la Magistrature.

Pour Patrice de Charette, le mouvement «Légitime Défense» va tout à fait malgré quelques contradictions dans le sens de la campagne sur l'insécurité, chère à Peyrefitte.

S'appuyant sur son expérience de juge dans la région du Pas-de-Calais, durement touchée par le chômage, Patrice de Charette estime par ailleurs qu'«on fait croire aux gens qu'ils sont menacés par la montée de la violence et de la délinquance alors que cela ne correspond pas à la réalité». C'est un moyen du gouvernement pour augmenter son arsenal répressif.

▷ — La campagne qui est développée par le pouvoir autour du thème de l'insécurité vous inspire quelles remarques actuelles ?

quelquefois plus habile. Mais le fond est le même...

▷ — La politique d'aggravation de la répression policière est souvent dénoncée comme une politique de la droite. Or, le PCF réclame de manière de plus en plus pressante de nouveaux commissariats, toujours plus de flics et la mise sur pied d'un système d'ilotage dans les cités populaires !

— C'est une campagne qui a pour but de faire naître un sentiment d'insécurité pour développer d'une façon qui soit acceptée par l'opinion l'appareil répressif et l'appareil policier. L'exemple vraiment net est celui de l'Allemagne où, en se fondant sur l'action de la Fraction Armée Rouge, le gouvernement a créé une invraisemblable psychose d'insécurité qui lui permet de faire voter des lois qui n'auraient jamais pu être acceptées auparavant par l'opinion publique. Il faut rappeler que ces lois restreignent la liberté de la défense, interdisant la libre communication entre un avocat et son client puisque maintenant ils ne peuvent communiquer qu'au travers d'une vitre, permettant à des juges d'entendre la conversation entre l'avocat et le client. C'est quelque chose qui peut paraître anodin pour quelqu'un qui n'est pas familier des choses judiciaires, c'est pourtant un point qui est très révélateur de l'état d'une législation. Quand on commence à s'attaquer à l'avocat, c'est le commencement de la fin. En France, il semble que des tentatives analogues se manifestent, parce qu'à travers certaines affaires de délinquance ordinaire (Mesrine), on attaque également le barreau. Lequel barreau, me semble-t-il, se laisse faire avec une complaisance que je trouve assez suspecte. Lorsqu'on voit le bâtonnier, le Conseil de l'Ordre de Paris, consentir à la fouille des avocats à l'entrée des prisons, c'est quelque chose qui est confondant... C'est donc le début en France du processus : moi je trouve ça assez inquiétant.



Voici l'endroit où a eu lieu l'accident qui coûta la vie à un travailleur des H.G.D. C'est à la suite de cet accident que Patrice de Charette inculpa et mit en prison Chapron, PDG des H.G.D.

Poniatowski, le PCF et Defferre

▷ — N'y a-t-il pour vous qu'un changement de ton ou un changement sur le fond entre la politique suivie par Poniatowski et celle menée par Peyrefitte ?

— Moi, je crois que le changement se situe surtout dans le ton et la forme ! Poniatowski faisait un peu le «croque-mitaine», le «grand méchant loup» et tapait du poing sur la table tandis que Peyrefitte, qui arrive précédé de sa réputation de «modèle d'homme d'Etat éclairé» a une forme

▷ Comment jugez-vous cette attitude du PCF ?

— Les interventions publiques du PCF sur ce terrain là sont essentiellement : renforcement des effectifs de police, lutte contre la délinquance. Je crois que l'analyse est un peu courte. Je pense que les gens du PCF n'ont pas perçu toutes les implications des analyses qu'on a pu développer sur la sécurité. Peut-être visent-ils une clientèle électorale, rendue inquiète par la propagande gouvernementale et cherchent-ils à la rassurer ? Une attitude de ce genre n'est du reste pas propre au PCF puisque

Gaston Defferre, lors d'un débat télévisé avec Peyrefitte pendant la campagne électorale, avait eu une attitude du même genre ! Puisque lui aussi, face à la montée de la délinquance, avait demandé un renforcement des effectifs de police.

«La criminalité patronale»

▷ — Pendant le même temps où le pouvoir ne cesse d'entonner le refrain de l'insécurité et de la violence, il est beaucoup plus discret sur les accidents du travail, l'insécurité à l'usine. Comment évolue dans ces conditions la prise de conscience et la mise à nu de ce que vous avez appelé «la criminalité patronale» ?

— Effectivement, c'est une criminalité, puisque ce sont des gens qui commettent des infractions qui ont des conséquences très graves. Donc le terme n'est pas trop fort, il est tout à fait

le tribunal de Lille avait condamné un patron toujours pour entrave à l'exercice des libertés syndicales à une peine de prison avec sursis avec mise à l'épreuve avec obligation de réintégrer le salarié abusivement licencié. Ces quelques décisions montrent qu'il y a quelque chose qui commence à changer dans la répression de ce genre de délits. Si l'attitude de la justice pénale change, c'est parce que les syndicats ouvriers, ou de façon plus large les travailleurs eux-mêmes, commencent à comprendre l'utilité de se servir de l'appareil judiciaire dans certains cas précis. Quand je vois par exemple, lorsqu'une grève avec occupation est décidée, les ouvriers qui occupent l'usine, consultent les documents qui sont sur place. Ils se constituent des dossiers. C'est ce qui s'est passé dans une lutte qui a fait beaucoup de bruit dans la région de Lille l'année dernière, l'affaire Defrenne. Les travailleurs en grève ont pu apporter la preuve écrite et irréfutable de détournement de fonds commis par le patron ! Leur plainte a eu un effet radical puisque le patron a été condamné à une peine ferme et de longue durée. Moi, je crois que c'est dans l'attitude des travailleurs qu'on peut voir la source du changement de l'attitude de l'appareil judiciaire. Je pense du reste que les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions sur la réponse de l'appareil judiciaire ! Je crois que ce qui est important finalement dans des procès de ce genre, ce n'est pas tellement d'arriver à obtenir une répression très dure, c'est de faire en sorte que le problème rencontré par les travailleurs dans leurs usines arrive au niveau de l'opinion publique. Car, contrairement à d'autres lieux de l'appareil d'Etat caractérisés par le secret, le tribunal est un des rares lieux où peut avoir lieu un débat contradictoire.

Les précautions du CNPF

▷ — Quelles ont été les réactions des patrons du CNPF, de l'appareil judiciaire et du gouvernement face à cette prise de conscience ?

— La réaction du CNPF dans les entreprises a été curieusement de faire savoir aux patrons, aux dirigeants d'usines, qu'il fallait prendre des précautions minimum du style notes de service, des sortes de preuves écrites préconstituées avant l'accident, de façon à pouvoir dire : «J'avais tout fait». Cela correspond du reste à ce qui nous a été rapporté par les syndicats. On a vu dans les mois qui ont suivi l'affaire Chapron, une floraison de notes de service affichées sur les tableaux ; certaines revendications minimum en matière de sécurité ont été satisfaites aussitôt. Il y a eu ce type de réactions un peu inspirées par la crainte, indéniablement !

La réaction de l'appareil judiciaire a été mal perçue extérieurement, mais nous l'avons ressentie très vivement. C'est ce

qu'on pourrait appeler la mise en place de circuits de «dérivation» : pour prendre un exemple très clair et qui me touche directement, depuis l'affaire Chapron, je n'ai plus eu aucune affaire d'accident du travail à l'instruction. Alors qu'il y a eu trente ou quarante instructions suite à des accidents mortels ! C'est une réaction typique de l'appareil judiciaire. Concrètement, une instruction est ouverte par le procureur du tribunal et le dossier est attribué à un juge d'instruction précis par le président du tribunal, lorsqu'il y a plusieurs juges d'instruction, ce qui est le cas pour Béthune. Donc, le président, en désignant tel juge, évite d'en désigner tel autre...

Tableau de service bouleversé au tribunal de Béthune

Autre exemple, que nous vivons au tribunal de Béthune, c'est ce qui suit l'affaire Leleu. Leleu est le PDG d'une cartonnerie de la région qui a licencié plusieurs délégués syndicaux à la suite d'une grève dans l'entreprise, sans autorisation, uniquement pour fait d'une grève et appartenance syndicale, c'est-à-dire le délit d'entrave à l'exercice de la liberté syndicale. Le 1^{er} juin 1978, sur plainte du syndicat, Leleu a été condamné à un an de prison ferme et placé sous mandat d'arrêt à l'audience : c'est-à-dire une condamnation maximum. A la rentrée judiciaire de septembre, l'audience judiciaire du jeudi après-midi qui avait prononcé cette condamnation, avait été bouleversée c'est-à-dire que, sur les 3 juges qui la composent, un a été affecté aux divorces et l'autre aux accidents d'automobiles ! Une affaire de ce genre ne pourra pas se reproduire avec la nouvelle composition de l'audience ! A Béthune, le Syndicat de la Magistrature a publié un communiqué dans lequel il s'interrogeait sur une éventuelle relation entre les 2 événements... La réponse nous est arrivée de façon tout à fait stupéfiante par le président du tribunal qui a dit dans un document de trois pages : «Effectivement, c'est à cause de l'affaire Leleu que j'ai changé le tableau de service» !

Une presse d'un certain côté a lancé les bonnes vieilles attaques sur le thème des juges rouges qui tentent de nous marginaliser, de montrer que les décisions qui sont prises ne sont pas prises par des juges, mais par des militants politiques, des agents infiltrés dans l'appareil d'Etat. Je crois que ces attaques sont tombées assez largement à côté de la plaque.

Les accidents du travail, le chômage, c'est là où se trouve l'insécurité ! Dans les usines où les gens risquent leur vie, là où ils travaillent, quand ceux qui sont employés sont licenciés par dizaines de milliers en ce moment !

Grande-Bretagne : discours du trône, encore l'austérité

Le discours du trône lu par la reine mercredi donne les éléments essentiels du programme des travaillistes pour les mois à venir. Callaghan, malgré le désaveu des syndicats, se déclare prêt à maintenir la limitation des hausses de salaires à 5 % et menace de sanctions les entreprises qui accorderaient des hausses déguisées. D'autre part, le discours du trône annonce des «mesures déplaisantes», probablement de nouveaux impôts, des restrictions de crédit. Callaghan envisage également des «solutions» au problème du chômage qui rappellent certaines idées de Barre : il s'agit, après avoir abaissé la durée du travail dans certaines entreprises, d'employer des chômeurs. Mais ces travailleurs «en surnombre» auraient un statut particulier : ils ne seraient payés qu'à 75 % et seraient automatiquement licenciés en cas de grève. Pour tenter de faire passer ce nouveau train de mesures d'austérité, Callaghan promet de nouvelles mesures de «participation» : représentation des travailleurs dans les conseils d'administration, des associations de consommateurs, etc. Il s'agit, dans la logique de la politique social-démocrate, de donner aux travailleurs l'illusion qu'ils ont davantage de responsabilités à l'heure où les travaillistes vont leur demander de nouveaux sacrifices.

Meeting d'information et de soutien sur la Côte d'Ivoire

Samedi 4 novembre à 14 h 30 (AGECA) 177 rue de Charonne Paris 20^e. M^o Alexandre Dumas

Depuis le 21 août 1978, le régime néo-colonial de Côte d'Ivoire et ses maîtres impérialistes, français en particulier, procèdent à l'arrestation massive de travailleurs et étudiants dont des militants de l'U.N.E.E.C.I. Ces arrestations continuent toujours et leur nombre atteint aujourd'hui une centaine.

Après plusieurs arrestations sur place, le régime profite en ce moment du retour de nos camarades pour venir les kidnapper dans l'avion 5 minutes avant le décollage. C'est ainsi que deux de nos camarades ont été arrêtés les 17 et 23 septembre à l'aéroport de Port Bouet à Abidjan. Ce qui porte à 10 le nombre de militants de l'UNEECI actuellement incarcérés dans les geôles fascistes d'Houphouët-Boigny, qui sont présentés comme des «auteurs de troubles».

Ces arrestations arbitraires interviennent à la suite d'une diffusion massive de tracts et d'affiches par les travailleurs d'Abidjan pour dénoncer d'une façon générale la cherté de la vie et en particulier la hausse des tarifs des transports en commun (autobus) et taxis annoncée par le régime en juillet.

Communiqué de l'Union des Étudiants et élèves de Côte d'Ivoire

Les fondements de la négociation SALT _2_

BRAS DE FER POUR 2 000 MISSILES NUCLEAIRES

● La négociation SALT II se situe à ce qui peut apparaître comme un tournant dans l'équilibre stratégique entre les USA et l'URSS, à un moment où les fondements même de la stratégie nucléaire américaine sont profondément remis en cause, où les Soviétiques manifestent ouvertement leur intention d'améliorer de manière substantielle leur position face aux USA afin de donner à leur armement nucléaire le maximum d'efficacité en cas de conflit.

La rencontre de Cyrus Vance et de Brejnev le week-end dernier s'est déroulée avec accompagnement de cliquetis d'armes. Côté américain, Carter donnait l'ordre de commencer la production d'armement pouvant être équipés de bombes à neutrons, juste au moment où son ministre des affaires étrangères partait pour Moscou. Durant la visite, une revue d'aviation annonçait que les Soviétiques étaient parvenus à intercepter et abattre un appareil de type Cruise, ce que démentait le Pentagone. En tout cas cela indique que les Soviétiques s'entraînent activement pour détecter cette arme.

Petites rumeurs révélatrices d'un climat d'ensemble : même si des «discussions utiles et constructives» ainsi que les a qualifiées le communiqué commun issu de la rencontre de Moscou, les relations entre les USA et l'URSS sont si tendues qu'ils ne sont pas parvenus à signer un accord dont les grandes

lignes sont définies depuis un an.

Tel qu'a été défini l'accord SALT II, celui-ci se décompose en trois parties : un traité qui s'étendrait jusqu'à 1985, un protocole dont la durée serait de trois ans, et enfin une déclaration de principes définissant la poursuite des négociations stratégiques.

LES GRANDES LIGNES DU NOUVEL ACCORD

Le traité comprend treize points qui définissent le niveau des armements nucléaires de chacune des deux superpuissances : 2 250 missiles parmi lesquels 1 320 missiles à têtes multiples dont 820 missiles basés à terre. Les Soviétiques ont ainsi obtenu plusieurs points importants : que leurs missiles lourds ne soient pas réduits en nombre, qu'au contraire ils puissent les équiper de têtes multiples, et qu'ainsi se poursuive leur effort de modernisation ; enfin ils obtiennent que le bombardier Backfire ne soit pas considéré comme un avion

stratégique ; de plus ils obtiennent que les avions porteurs de missiles de croisière du côté américain soient considérés comme des engins stratégiques dont le nombre est limité à 120, l'URSS étant de ce fait autorisée à s'équiper de la même manière.

De leur côté les Américains ont obtenu que le nombre des missiles autorisés soit réduit. Ce qui suppose l'élimination de 250 missiles soviétiques, que l'URSS renonce au déploiement du missile mobile SS-20, enfin le bombardier Backfire verrait sa production gelée, un échange de lettres devant régler les modalités sur ce point.

LES POINTS DE DESACCORD

Plusieurs points de désaccord important subsistent :

- le calendrier de réduction du nombre des missiles soviétiques.
- les engagements concernant le Backfire que les Soviétiques sont prêts à consentir.
- la clause de non détournement de l'accord dont les Soviétiques veulent qu'elle limite les fournitures de certaines armes aux pays européens.

Quant au protocole il prévoirait des limitations pendant trois ans dans la

modernisation des systèmes de MIRV et l'interdiction pendant la même période des missiles mobiles. Cette partie est entièrement en discussion sous le thème de modernisation des armements. Les Soviétiques refusent de prendre de tels engagements, par contre, ils seraient d'accord pour un protocole de trois ans dans la mesure où il mettrait en difficultés l'administration US au moment de prendre des décisions.

Enfin concernant la déclaration de principes définissant la future négociation SALT le désaccord paraît assez grand, les USA demandant qu'elle insiste pour de nouvelles réductions en quantité et en qualité, l'URSS demandant qu'elle insiste sur l'extension à d'autres systèmes d'armes, notamment les bases avancées US.

Les points de désaccord, cela saute aux yeux, reposent sur la question de savoir qui tirera le plus grand bénéfice stratégique de l'accord. Ils enregistrent également les modifications intervenues en quelques années dans l'équilibre entre les deux superpuissances, de ce fait l'une et l'autre ne cherchent pas la même chose dans l'accord SALT.

Grégoire CARRAT

LUTTES OUVRIERES

Meeting PCF à Hagondange

Insultes contre les résidents Sonacotra

Un récent meeting du PCF à Hagondange (Moselle) a été l'occasion pour le PCF de lancer de nouvelles insultes contre la lutte des résidents Sonacotra.

L'annonce de la venue de Fiterman avait amené quelques centaines de personnes à ce meeting... où l'orateur annoncé fut remplacé par Baillet, qui très rapidement devait laisser l'assistance en faisant un long discours consacré pour plus de la moitié au virage à droite du PS. Le seul moment où la salle consentira à cesser son brouhaha sera celui de l'intervention d'un délégué CGT des lamineurs de Rombas, en grève depuis 3 semaines, qui retraçait la lutte de façon très vivante... après avoir bien précisé qu'il n'était pas membre du PCF. Pas de débat à ce rassemblement.

Le seul débat aura lieu à la porte, autour des rési-

denis des foyers Sonacotra, et des autres foyers qui, avec des militants du comité de soutien, diffusaient un tract protestant contre les brutalités policières. Quelques responsables tentèrent de s'interposer, n'hésitant pas à recourir à des arguments racistes, comme ce membre de la direction fédérale qui déclarait : «Si nous, Français, nous faisons comme vous en Algérie, on nous foutrait dehors», ou cet autre militant du PCF traitant de «flic» un délégué. Ces interventions ont suscité de vives réprobations de la part d'autres militants du PCF.

Dans son discours, Baillet se sentira obligé de glisser : «Je crois que mercredi à Woippy, il y a eu des brutalités policières». Il n'en était pas sûr, et ce n'est pas l'humanité qui pourra le renseigner.

D'après correspondance

Grève des marins

Réunion de la commission de «conciliation»

DES SALAIRES A 500 F

Ce vendredi à 10 heures s'ouvre la réunion de la Commission nationale de conciliation entre la CCAF (Comité central des armateurs de France) et les syndicats de marins.

La grève des marins commencée le 13 octobre touche un quart des cargos battant pavillons français (110 bateaux sur 480). Ce nombre s'explique par le fait que beaucoup de bateaux sont encore en mer. Les marins de ces bateaux comme ceux du Lucie Delmas au Havre se mettent en grève illimitée à leur entrée au port.

La grève touche aussi le secteur portuaire (remorqueurs, dragueurs etc...) sans lequel aucun navire ne peut accoster.

Les marins se battent pour garder leur statut obtenu le 16 novembre 1951, ce qui fait dire au mépris Le Theule (ministre des Transports) qu'ils en

font une question théologique fixée par Colbert.

Le détonateur c'est le chantage conjugué de Le Theule et des armateurs : «L'activité nationale de croisière est condamnée si elle ne réalise pas d'économies». Le chantage bien connu, c'est le chantage entre la vente des trois derniers paquebots de croisière de la «nouvelle compagnie de paquebots» à l'étranger ou d'économiser sur le personnel. Voilà pourquoi ces négriers des temps modernes ont pourvu 156 postes de travail avec des travailleurs des pays du Tiers Monde qu'ils ne paient que 500 F par mois et qui n'ont aucun des avantages sociaux acquis par les marins français (dont certains depuis Colbert n'en déplaise à M. Le Theule). Les syndicats, les marins refusent le choix de Le Theule : «Il ne s'agit pas de sauver des emplois

français en exploitant des travailleurs du Tiers Monde». Un employeur français, même armateur ne doit pas être autorisé à exploiter sans vergogne (500 F par mois) un travail-

leur. Il s'agirait en la matière d'un dangereux précédent. Jusqu'à présent les négriers agissaient dans l'illégalité. Aujourd'hui, M. Le Theule ne s'y oppose plus.

● Chômage partiel chez Massey Ferguson (Lille)

Alors que depuis le mois d'avril, les horaires de travail sont déjà passés de 40 heures à 32 heures puis à 24 heures, la direction de l'entreprise de tracteurs Massey Ferguson (à Marquette-Lille) a imposé fin octobre deux semaines de chômage partiel.

Celles-ci ont eu pour conséquence des pertes de salaire de 500 F, pour les travailleurs qui voient déjà leur salaire fortement réduit depuis avril.

Cela n'empêche pas la direction de parler «d'augmentation du pouvoir d'achat». Les salaires viennent d'être en effet augmentés de 5 %... ce qui équivaut finalement à une baisse de salaire qui reste très importante !

A LIVRES OUVERTS

L'Afrique d'aujourd'hui vue avec les lunettes d'hier

Vient de paraître

LA SYRIE, LE RÊVE
ET LA RUPTURE

Livre touffu, avec plein de détails sur le passé et le présent de la Syrie.

Ne se lit pas facilement par les non-initiés, malgré la présentation « scolaire » des chapitres.

La Syrie, le rêve et la rupture
Claude PALAZZOLI,
Ed. Le Sycomore
Prix : 47 F.

LES MOTS DU LUNDI
Itinéraires de communistes

Derrière un titre énigmatique, ce roman est plein d'ambition. Il s'agit ni plus ni moins que de décrire l'itinéraire d'une certaine génération de militants communistes, qualifiés un peu vite de « staliniens du silence ».

Joseph Schleyer et Paula Rozenblat, héros fictifs mais symboliques, membres de l'appareil du PCF ou de l'Internationale, revivent ainsi, non pas tels qu'ils furent mais tels qu'ils ont été perçus dans la mémoire de leurs descendants.

On les suit dans leurs activités militantes d'avant-guerre comme dans leurs démêlés avec les directions actuelles, jusqu'à l'exclusion. On les suit depuis leur enthousiasme de communistes jusqu'à leur ressentiment d'aujourd'hui, de leur attachement au parti d'antan à leur sympathie pour les « gauchistes » d'après 68, sans pour cela qu'ils se décident à franchir le pas de la dénonciation de ce qui fut pour eux « le Parti ».

Roman intéressant donc, pour autant qu'on ne suive pas l'auteur dans sa détestable attitude de juge comptant les points de part et d'autre, pour autant qu'on supporte un style qui, notamment au début du livre, rend la lecture particulièrement difficile.

Les mots du lundi,
Roman de
Daniel ZIMMERMANN
Gallimard
219 pages - Prix : 39 F.

Jean Ziegler, professeur de sociologie à l'Université de Genève et député socialiste au Parlement de la Confédération Helvétique a voulu, dans ce livre*, faire un historique des problèmes de l'Afrique face à l'impérialisme depuis 20 ans et dresser un tableau de sa situation actuelle. Pour cet ambitieux projet, il puise dans des dossiers bien fournis, résultat de ses travaux universitaires et de ses enquêtes en Afrique et dans le Tiers Monde.

Reprenant et approfondissant des analyses déjà faites, Jean Ziegler s'attache à montrer la responsabilité de l'impérialisme US et des impérialismes occidentaux dans la situation de sous-développement de l'Afrique. A l'aide de nombreux exemples, il explique comment l'exploitation économique, le pillage, se doublent d'une multitude de liens politiques, culturels et militaires qui ont permis à l'impérialisme de spolier les peuples d'une grande partie de l'indépendance qu'ils avaient conquise. Ziegler dénonce le rôle des multinationales suisses comme Holfmann-Laroche et Nestlé, l'action d'organismes comme la Trilatérale américaine et la fondation Ebert, organisme du SPD allemand destiné à pénétrer les organisations syndicales du Tiers Monde. Le député de Genève n'hésite pas à mettre en cause le rôle d'agent de l'impérialisme de l'Internationale socialiste, dont il est lui-même un membre éminent...

Dans quelques chapitres qui, en fait, constituent la plus grande partie du livre, Jean Ziegler rappelle les espérances, les contradictions et les difficultés d'un certain nombre de luttes de libération africaines en évoquant le destin de plusieurs grands

« prophètes de l'indépendance », Nkrumah, Lumumba, Nasser, Amilcar Cabral. Ces pages sont assurément les plus passionnantes et les plus originales de « *Main basse sur l'Afrique* », par exemple quand Ziegler raconte la vie de Nkrumah ou celle de Lumumba dont il cite la dernière lettre à sa femme, bouleversante.

L'échec de plusieurs de ces grands leaders, remplacés par des chefs d'État jugés plus dociles à l'égard de l'impérialisme, le maintien du pouvoir raciste en Afrique Australe, la multiplication des interventions impérialistes : cela suffit à Jean Ziegler pour tirer des conclusions tout à fait unilatérales. Pour lui, la plupart des États du Tiers Monde ne sont pas réellement indépendants : ce ne sont que des instruments de l'impérialisme. « *De simples appareils de contrainte, totalement investis par la rationalité des dominateurs étrangers, dépourvus des contradictions traditionnelles de l'ancienne société politique autochtone* ». Quant aux chefs d'État, ce sont « *des mercenaires, hommes et femmes formés dans les centres du capital financier hégémonique* ».

Une telle analyse ne fait pas mention des contradictions interimpérialistes, de la réalité du Tiers Monde comme force politique, manifestée dans les groupements de matières premières, dans la lutte contre le racisme et le sionisme à l'ONU par exemple. Ziegler s'appuie continuellement sur les faiblesses ou les reculs temporaires de l'unité du Tiers Monde pour la nier. Il en conclut logiquement : « *Le système impérialiste est aujourd'hui plus solide que jamais. La liberté concrète*

des hommes recule partout. La contre-révolution avance sur tous les fronts ». Car pour Ziegler, caricaturant complètement Lénine, les travailleurs européens, achetés par les surprofits, sont complices du pillage impérialiste ! Il n'y a donc pas de crise de l'impérialisme.

Quelles sont donc pour le sociologue suisse les perspectives des peuples d'Afrique et du Tiers Monde ? Une « insurrection planétaire », dans laquelle ils ne peuvent compter sur aucune solidarité, puisque tous les États existants sont des créations de l'impérialisme. Cette « insurrection » peut paraître utopique ou suicidaire.

Mais c'est alors qu'intervient un facteur que Ziegler avait passé sous silence dans son analyse des forces impérialistes, l'URSS. Pour lui, celle-ci mène une politique de « *grande puissance* ». Elle « *doit investir l'échiquier mondial, occuper des positions territoriales et maritimes, établir des zones d'influence, afin de tenir en échec son adversaire : les États-Unis* ».

Il faut bien se défendre ! Ziegler, fermant les yeux sur le pillage des matières premières et les exportations de capitaux affirme froidement : « *Les conduites de l'URSS ne me paraissent pas comparables à la logique impérialiste qui habite le système de domination du capital financier multinational* ». Donc, selon lui, les interventions soviétiques sont justifiées. Celles de Cuba également : « *Elle procède d'un*

héritage symbolique, social, politique particulier ». Et de reprendre l'argument selon lequel les Noirs cubains combattaient sur la terre de leurs ancêtres. Au nom d'une telle logique, les Américains seraient chez eux en Europe ! Mais surtout, avec mauvaise foi, Ziegler nie la liaison des interventions cubaines avec la politique de Brejnev en Afrique.

En fait, le point de vue de Ziegler est cohérent : décrivant l'impérialisme US comme un ennemi irréductible à l'offensive, sous-estimant considérablement la force et l'unité du Tiers Monde, il ne donne comme perspective aux peuples africains que les interventions du social-impérialisme dont il se fait, en fin de compte, le propagandiste.

Ajoutons que *Main basse sur l'Afrique* souffre de défauts propres aux universitaires : abus de citations littéraires et philosophiques (Robespierre, Kant, Paul Valéry, etc.), analogies historiques « *Soweto c'est Valmy* », « *Mashini c'est Camille Desmoulins* », emploi d'un jargon sartrien insupportable dès que l'auteur entreprend de théoriser.

En résumé, un livre très riche et souvent instructif, mais adoptant un point de vue d'ensemble, non seulement unilatéral, mais dangereux.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Main Basse sur l'Afrique
de Jean ZIEGLER
Edition du Seuil
290 pages. Prix : 49 F

« L'Afrique déboussolée »

Jean-Pierre Langellier, journaliste au *Monde* et Christian Casteran, journaliste au *Matin*, se proposent un but analogue à celui de *Main basse sur l'Afrique*. Mais, de manière, plus journalistique, il s'agit d'une revue des « points chauds » de l'Afrique ces deux dernières années.

C'est un livre très vivant et agréable à lire, rappelant l'essentiel des événements du Zaïre, du Tchad, de la Corne de l'Afrique. Il fourmille de précisions, de chiffres, d'anecdotes. *L'Afrique déboussolée* éclaire un certain nombre d'événements qu'on a parfois eu du mal à suivre, à cause de la complexité des situations et des différentes interventions impérialistes. Parmi les interventions étrangères, Casteran et Langellier ne sous-estiment pas celle de l'URSS. Il est intéressant d'apprendre que, selon eux, le gouvernement français estime que l'URSS n'a pas de stratégie globale en Afrique.

Casteran et Langellier accordent une grande importance au phénomène des régimes militaires en Afrique, mais ils n'en approfondissent pas l'analyse, mentionnant dans le même chapitre « *l'Ordre Kaki* » tous ces régimes, de celui d'Amine Dada à celui de

Siad Barré en Somalie. En général, une vue pessimiste traverse cet ouvrage : l'Afrique serait vouée aux dictatures et aux interventions étrangères sans pouvoir résister. Citons cette phrase révélatrice d'un certain écoeurement au sujet de l'Éthiopie : « *Dans cette humanité grouillante, dans ce maelstrom d'intérêts, mélangés et de haïnes vivaces, il devient difficile de savoir qui tue qui* ». Ce point de vue très pessimiste amène par exemple les auteurs à estimer que le Front populaire de l'Érythrée serait battu sur le terrain et prêt à capituler politiquement devant l'URSS. Hypothèse que le FPLE a clairement démentie depuis la parution de ce livre. Citons également quelques « raccourcis » ou erreurs, par exemple l'Iran classée avec les pays arabes parmi les « puissances islamiques ».

Malgré cela, un livre très utile, pour qui veut se remémorer les événements des deux dernières années en Afrique.

J.P.C

L'Afrique déboussolée
de Christian Casteran
et Jean-Pierre Langellier
243 pages. Editions PLON

Tous dans le même sac

Les termes de « droite » et de « gauche » sont devenus des appellations mythologiques utilisées à toutes les sauces, pour la commodité du débat politique, sans que personne ne s'inquiète d'aller voir ce qu'ils recouvrent encore comme réalité. Partant de cette constatation qui, à défaut d'originalité, ne manque pas de vérité, les auteurs ont interrogé une trentaine de militants politiques connus ou inconnus, durant la période de la campagne électorale des dernières législatives. Une galerie de portraits, tombant souvent dans la tranche de vie, mais non dénuée d'intérêt : des représentants des diverses tendances de la droite ou de la gauche : Soisson, Jeannette Thorez-Vermeersch, Benoist-Méchin (ministre des Affaires étrangères de Vichy), Jules Moch, Mitterrand, des journalistes de *Libération* ; d'autres, sans notoriété : les syndicalistes qui dirigent le comité d'entreprise de l'EDF,

véritable entreprise à lui seul, ce prêtre-ouvrier du Havre, membre du PCF, ces militants lorrains du RPR qui disent que « *Chirac, c'est peut-être de la graine de fasciste, mais cela vaut mieux que les cocos* », cet ancien étudiant de Mai 68 désabusé qui a inventé le livre aux « *pages bio-dégradables dès qu'on les touche* ».

Les auteurs ne prétendent pas tirer de conclusion de l'ensemble de ces entretiens. Un thème court tout de même en filigrane dans la multitude des interviews : les réflexes et les modes de gestion conservateurs, réputés traditionnellement « de droite », affectent pareillement les partis de gauche ; sur des cas concrets, on touche du doigt cette réalité : les dirigeants du comité d'entreprise de l'EDF, syndicalistes CGT, souvent membres du PCF, organisent le même type de loisirs que le Club Méditerranée ; la municipalité - de gauche - du Havre est con-

testée par les groupes femmes de la ville, qui se voient interdire l'accès de la manifestation du 1^{er} Mai : exemple des « mentalités rétrogrades » en principe combattues par les partis de gauche.

Des discours et des comportements souvent parallèles à « droite » et à « gauche » : des exemples concrets de la convergence des pratiques de la politique bourgeoise. On ne pouvait pas attendre des auteurs une analyse en termes de projets politiques des partis. Mais ce voyage à l'intérieur de la politique bourgeoise fournit des éléments concrets de connaissance sur les pratiques de nos ennemis de classe, ce qui en fait l'intérêt.

François NOLET

Qui n'est pas de droite ?
de André HARRIS et
de Alain de SÉDOUY
Seuil, 392 pages
Prix : 49 F

IRAN : QUELLE ALTERNATIVE ?

Les 30 000 ouvriers et employés du pétrole poursuivent leur grève pour exiger le départ du Shah. A la compagnie Iran Air, les 4 000 employés sont eux aussi en grève pour des revendications politiques en solidarité avec la «semaine nationale de solidarité avec les prisonniers politiques» organisée par les enseignants et les étudiants de l'université de

Ali Amini, ancien Premier ministre du Shah, retiré de la vie politique depuis 1961, connu pour être «l'homme des Américains» n'est pas ce qu'il est convenu d'appeler un homme neuf même s'il prétend parler le même langage que celui de l'opposition. Sa soif du pouvoir s'est particulièrement manifestée depuis que la fragilité du régime du Shah l'a fait entrevoir comme l'homme de la dernière chance d'un régime chancelant. Fortement désavoué par l'opposition et par le peuple iranien, Amini aura bien du mal à faire illusion sur son compte. La mission que pourrait lui fixer le Shah, il la définissait lui-même dans une interview au journal *Le Monde* le 12 septembre dernier : «J'ai toujours soutenu le régime et j'avais l'intention d'établir un pont entre l'opposition et Sa Majesté». Répondant à une question sur la nécessité de renverser la monarchie pour normaliser la situation, Ali Amini devait se faire plus claire sur son prétendu libéralisme : «Le régime doit rester, mais le pouvoir doit être exercé par le gouvernement. D'abord, si le régime tombe, ce sera le chaos. Cependant le Shah doit s'éclipser pour un certain temps», précisant dans une autre interview : «... le roi doit s'éclipser pour que l'on puisse sauver le régime».

REPLACER UN PION PAR UN AUTRE

Une telle position, exclue d'avance tout compromis avec l'opposition dont Amini s'était déclaré

prêt à rencontrer les principaux dirigeants : Khomeiny pour l'opposition religieuse et Sandjabi, président du Front national.

À ce sujet, un membre de l'opposition religieuse en exil à Paris nous déclarait il y a quelques jours : «La solution Amini qui ne peut pas marcher sans la participation de l'opposition, est vouée à l'échec étant donné la position de Khomeiny et le refus du peuple dans son ensemble, ce qui exclue toute participation de l'opposition». Si la position de l'Ayatollah Khomeiny est catégorique dans son rejet de tout compromis se refusant selon son expression à «remplacer un pion par un autre», on ne peut pas en dire autant de celle du Front national, qui, s'il a jusqu'à maintenant su résister aux appels d'Amini, reste flou sur le renversement de la dynastie et pourrait bien se contenter d'une monarchie constitutionnelle. C'est précisément ce que demande Amini : que le Shah règne mais ne gouverne pas, ainsi que le stipule la constitution de 1906 à l'image de celle de la Belgique. «Nous ne pouvons pas nous accorder la fantaisie d'avoir une république», déclarait Amini le 18 septembre dernier.

LUTTE ARMÉE POPULAIRE

Ces divergences de vue concernant le renversement du régime n'ont pas manqué d'apparaître lors du récent «sommet de l'opposition» qui a réuni à Paris Karim Sandjabi président du Front national, le chef des Bazaris (commer-

Téhéran. Le nouveau ministre de la Justice a annoncé que tous les prisonniers politiques pourraient être libérés avant la fin de l'année. D'autre part, mercredi après-midi, le Shah a reçu son ancien Premier ministre Ali Amini, l'homme qui se vante de pouvoir rapprocher l'opposition du régime.

cants du bazar opposés au Shah) et l'ayatollah Khomeiny. Au cours des discussions, les opposants religieux qui sont suivis par la majorité du peuple iranien, ont dû lutter âprement pour obtenir que le Front national prenne nettement position pour le renversement de la dynastie de Pahlevis. Si l'ensemble de l'opposition est d'accord pour le départ du Shah, des divergences subsistent sur les moyens pour y parvenir. Khomeiny envisage clairement le moyen de «la lutte armée populaire» tandis que le président du Front national déclarait dans une interview au journal *Le Monde* daté du 1^{er} novembre dernier : «Nous sommes contre la lutte armée en général. C'est par des moyens légaux et pacifiques que nous entendons faire plier les genoux au régime». Néanmoins l'opposition religieuse représentée à Paris estime que «les discussions avec le reste de l'opposition ont avancé» et rappelle les 3 principes énoncés par Khomeiny comme devant être la base de l'unité de l'opposition :

- Le renversement du régime du Shah ;
- La garantie des libertés démocratiques et de l'indépendance nationale ;
- Le maintien du mouvement dans la culture islamique du pays.

LE PARTI TOUDEH CHERCHE A ETRE LEGALISE

Pour sa part, le parti Toudeh, parti révisionniste iranien, proche de l'URSS mène des activités au «grand jour». Il a fait dis-

tribué son journal *Novit* lors de la manifestation du jeudi 25 septembre, la veille du vendredi noir, dont de nombreux exemplaires ont été déchirés et jetés par terre par les manifestants. L'opinion de l'économiste iranien Hassan Banisadr, membre du Comité pour la Défense et la Promotion des Droits de l'Homme en Iran reflète assez bien le sentiment général à l'égard du parti Toudeh : «Le temps des partis dépendants d'une puissance étrangère est révolu : c'est le cas du Parti Toudeh, le peuple n'y croit plus. Comment lutter pour l'indépendance avec un parti dépendant d'une puissance étrangère. Le parti Toudeh a perdu sa base populaire, il ne cherche pas l'unité, il cherche à être légalisé».

Les organisations marxistes-léninistes iraniennes participent activement au mouvement populaire, même si leur relative faiblesse numérique ne peut leur permettre de jouer un rôle dirigeant, elles appuient les aspects les plus avancés de la lutte du peuple iranien pour sa liberté et pour son indépendance. Le mouvement populaire religieux qui lutte pour le renversement du Shah et pour l'instauration d'un «gouvernement islamique» et aspire à une société sans classe, devra poursuivre le débat pour permettre de déboucher sur une alternative politique suffisamment précise pour garantir l'indépendance de l'Iran vis-à-vis des deux superpuissances.

Frank ROUSSEL

Azur en lutte, AZUR EN FETE

Les travailleuses et travailleurs d'Azur qui produisent des madeleines pour faire connaître leur lutte organisent le samedi 4 novembre une fête dans leur usine occupée.

Un groupe folklorique portugais, des chanteurs français apporteront leur concours à cette manifestation de solidarité.

Venez nombreux exprimer votre soutien en participant à la fête samedi 4 novembre de 14 heures à 21 heures dans Azur occupé.

Azur :
106 rue de la Jarry VINCENNES
M^o : Château de Vincennes

La mauvaise santé du groupe Agache-Willot

D'après le rapport Schwartz (député RPR rapporteur du budget de l'industrie), le groupe Agache-Willot n'est pas dans une situation très florissante, à preuve l'autorisation donnée par le tribunal de commerce de Lille au Consortium général Textile de ne pas publier ses bilans pour la période. Par ailleurs, le groupe Agache-Willot serait endetté autant que l'ex-groupe Bous-sac (à raison de 11 % de son chiffre d'affaires).

Pour le rachat de l'empire Bous-sac, les Willot n'ont rien déboursé ; le montant réel du rachat se diviserait comme suit :

- 180 millions provenant de la vente de l'*Aurore* ;
- 384 millions obtenus

par un prêt en différé d'amortissement de trois ans, remboursable en 15 ans sans intérêt, bref un cadeau royal du gouvernement aux frères Dalton, qui par ailleurs restructureront dans leur propre groupe, et prévoient une vague de licenciements pour début 1979.

Il est urgent que les travailleurs de Bous-sac se mobilisent dans leurs entreprises et avec les comités de chômeurs, pour faire face à ces menaces et à celles de la suppression prévisible des 90 % de l'UNEDIC. Les travailleurs doivent empêcher les Willot de leur arracher les quelques victoires obtenues en mai et juin dernier dans les Vosges.

Correspondant Senones

URSS : ARRESTATIONS DE SYNDICALISTES LIBRES

Moins d'une semaine après la conférence de presse où huit personnes annonçaient la création d'une nouvelle «association interprofessionnelle des travailleurs», des arrestations sont déjà opérées : celle de Albina Yakoreva, Lev Volkhonski et Vladimir Borissov. Ce dernier a déjà été arrêté à plusieurs reprises dans le passé et interné une première fois en hôpital psychiatrique en 1965. A l'arrestation de ces trois ou-

vriers, membres fondateurs du nouveau syndicat libre, s'ajoute celle du locataire de l'appartement où s'était tenue la conférence de presse. Les autorités soviétiques veulent briser à toute force la constitution d'une opposition ouvrière organisée. Déjà, en janvier dernier, elles avaient arrêté les principaux fondateurs du premier syndicat libre et interné en hôpital psychiatrique son dirigeant Vladimir Klebanov.

Sommet de Bagdad

Le sommet des chefs d'États arabes s'est ouvert jeudi soir. Un tiers seulement des chefs d'État n'y est pas présent pour des raisons de santé (Algérie, Tunisie, Arabie Saoudite) ou par opposition politique (Maroc, Soudan, Oman). La réunion des ministres des Affaires étrangères qui préparait ce sommet a pu dégager un certain nombre de points d'accord : la condamnation unanime des Accords de Camp David, le principe de la création d'un fonds de solidarité financier pour renfor-

cer les pays du champ de bataille (Syrie, Jordanie, OLP). La répartition et l'importance des crédits seront discutés par le sommet. Si les difficultés demeurent quant à la tactique à adopter à l'égard de l'Égypte (mesures économiques et financières contre elle, transfert du siège de la Ligue Arabe en dehors du Caire), il semble qu'une condamnation, si elle avait lieu, ne pourrait prendre effet qu'aux lendemains de la signature du traité de paix israélo-égyptien.

Vietnam-URSS



Breznev accueillant Le Duan

Le Premier ministre vietnamien Pham Van Dong et le secrétaire général du Parti, Le Duan, sont en visite officielle à Moscou depuis mercredi. La délégation vietnamienne comprend également le chef d'état-major vietnamien Van Tien Dung.

À l'ordre du jour, «le renforcement des liens internationalistes» et le développement de la «coopération dans tous les domaines». Ce qui inclut donc aussi le domaine militaire.

Une visite qui témoigne de la dépendance accrue du Vietnam par rapport au social-impérialisme, au moment où les troupes vietnamiennes continuent de se heurter à la résistance du peuple cambodgien.